



Décision individuelle

N° 2024-360

Pétitionnaire : Ministère des Armées représenté par le général de corps d'armée M. Thierry LAVAL
Adresse : Caserne Audéoud 111 ave de la Corse BO 40026 – 13568 Marseille cedex 02
Nature de la demande : Exercice militaire et survol à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national
Nom du projet : Exercice militaire du 4ème régiment de chasseurs
Localisation : vallées de l'Ubaye, du Haut Var et de la Tinée en cœur du Parc national

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15, 16 et 19,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3, 29 et 34,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 12 août 2024 par le chef d'escadrons, Monsieur Etienne MESENGE, représentant le Ministère des Armées,

Considérant que la demande porte sur la réalisation d'un exercice militaire en cœur du Parc national du Mercantour, de part et d'autre des cols de la Bonette et de la Cayolle, uniquement sur la journée du mardi 15 octobre 2024,

Considérant que cet exercice consiste à manœuvrer à pieds et en véhicule sur la route D2202 entre Entraunes et Uvernet-fours, sur la route D2205 entre St Etienne de Tinée et Jausiers, sur la piste venant de St Dalmas le Selvage, puis en passant par le col de la Moutière vers le faux col de Restefond et sur la piste (GR 52 – GR 69 – liaison – GR 56) reliant la D2202 et D2205 (uniquement avec des véhicules de moins de 3.5T),

Considérant qu'aucune munition, même à blanc, ne sera tirée,

Considérant que, pour le suivi de cet exercice en temps réel, le pétitionnaire demande un survol drone pour un besoin tactique sans conservation des images pour une utilisation ultérieure,

Considérant toutefois la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur, notamment la faune sauvage sensible à tout dérangement en période de reproduction,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

Le ministère des Armées, représentée par le général de corps d'armée M. Thierry LAVAL, est autorisé à effectuer un exercice militaire dans les vallées de l'Ubaye, du Haut Var et de la Tinée en cœur du Parc national dans les conditions précisées par la présente.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. Aucun tir de munitions, quelles qu'elles soient, n'est autorisé en cœur de Parc national.

- Prescriptions relatives à la circulation et au stationnement des véhicules terrestres à moteur

2.2. Seules les pistes ouvertes à la circulation publique des véhicules terrestres à moteur peuvent être empruntées. Aucune circulation de véhicules en dehors de ces pistes n'est autorisée.

2.3. Les stationnements se font sur les parkings et surlargeurs routières existantes et, en dehors de ces zones, ils ne doivent pas dépasser les accotements immédiats. Aucun stationnement en milieu naturel n'est autorisé.

2.4. La piste entre le col de Restefond et le col de Raspaillon est interdite à la circulation des véhicules terrestres à moteur.

- Prescriptions relatives au survol de drones

2.5. Les télépilotes sont tenus de ne pas survoler les zones sensibles figurant sur les plans annexés à la présente.

2.6. Le bénéficiaire évite tout dérangement de la faune en faisant atterrir le drone en cas de présence de rapaces en vol ou en s'éloignant des hardes d'ongulés sauvages. Le télépilote doit maîtriser l'altitude et la vitesse d'évolution de l'engin afin d'éviter tout risque de percussio

- Prescriptions relatives aux prises de vue et de son

2.7. Aucun usage des prises de vue et de son n'est autorisé pour une diffusion externe.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour le 15 octobre 2024.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Publication

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 26 septembre 2024

La directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

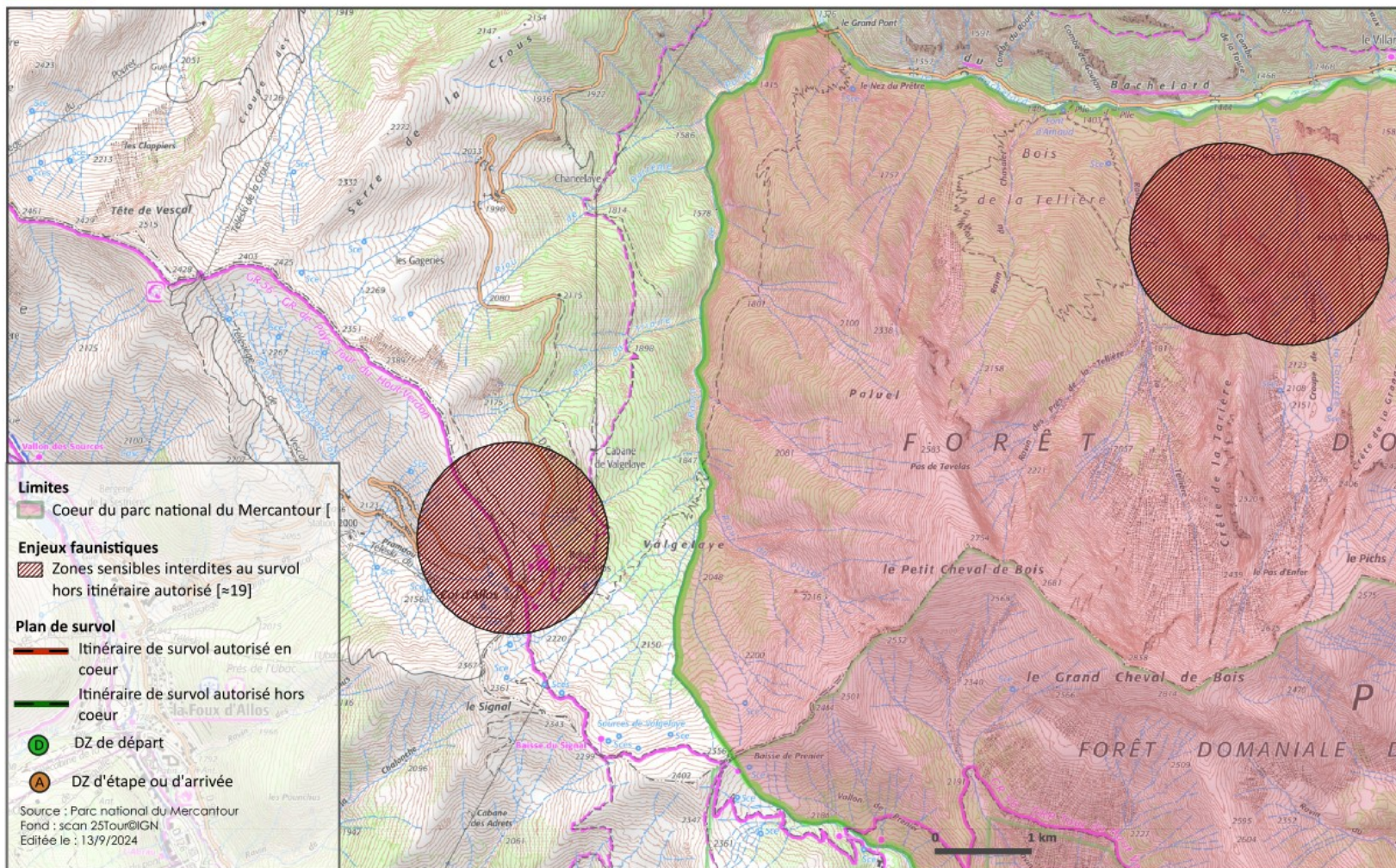
Copie : Service territorial de la Tinée
Service territorial Haut-Var-Cians
Service territorial Ubaye Verdon

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.



ANNEXE - DECISION N° 2024-360

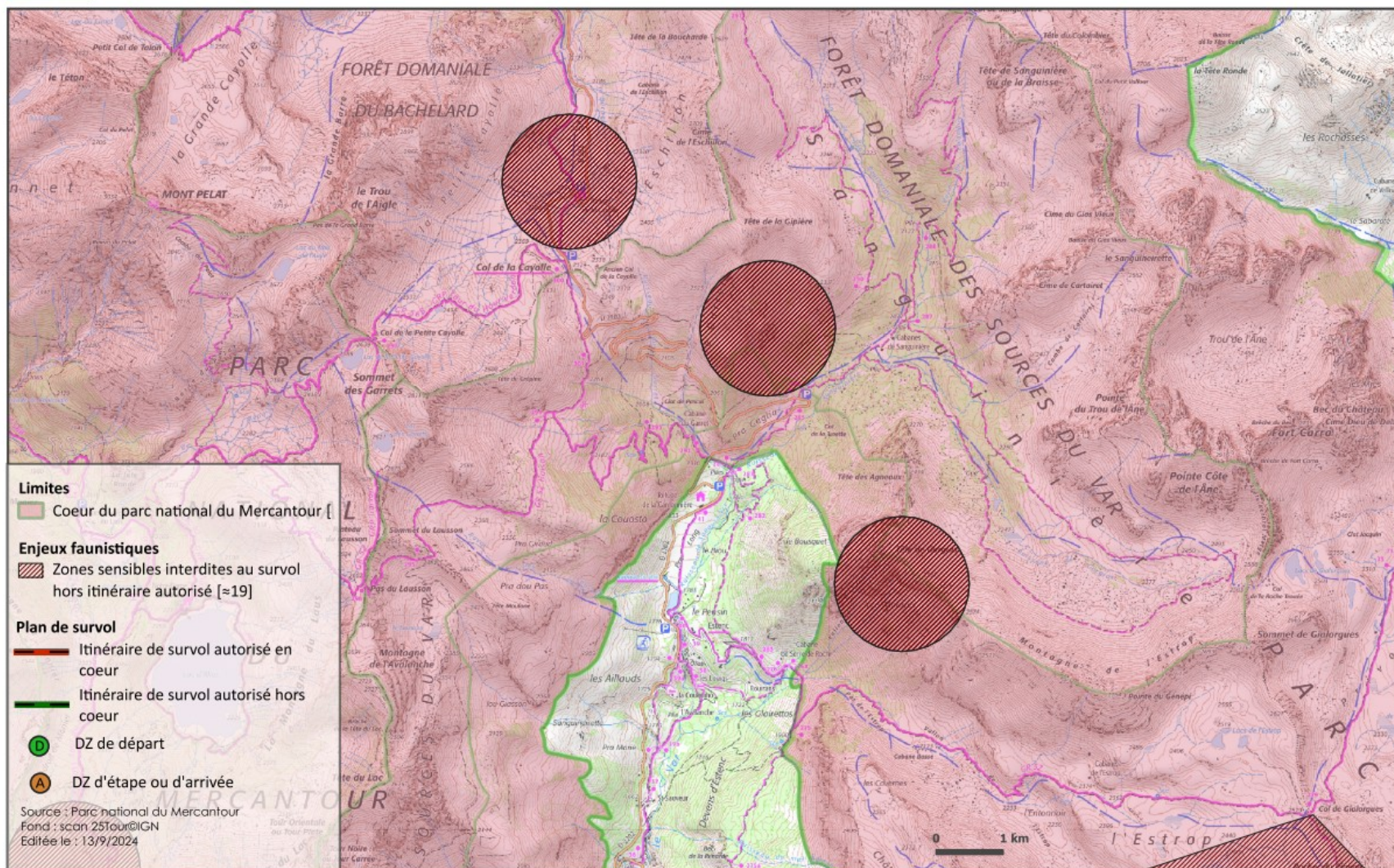
PLAN DE VOL "COL D'ALLOS"





ANNEXE - DECISION N° 2024-360

PLAN DE VOL "COL DE LA CAYOLLE"



ANNEXE - DECISION N° 2024-360

PLAN DE VOL "COL DE LA BONETTE"

